

### 3. Agriculture et développement rural



Tandis que les pays africains se remettent économiquement des chocs de la crise financière mondiale de 2008, les prix alimentaires sont de nouveau en hausse depuis la fin du second semestre 2010 et le principal indice de prix mondial des matières premières a atteint un record mondial en février 2011. Dans ces conditions, l'Afrique doit augmenter de manière importante la production alimentaire et éviter que la hausse des prix alimentaires ne devienne une source d'instabilité économique et sociale.

Le plan de développement stratégique de l'UA met l'accent sur la sécurité alimentaire, les infrastructures de transport et l'énergie ; dans son discours inaugural de 2010, Mutharika, le président du Malawi et ancien président de l'UA, a promis d'éradiquer la faim en Afrique d'ici cinq ans. Plus de 25 pays ont signé les conventions du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) dans le cadre du processus de planification stratégique destiné à donner la priorité aux investissements dans l'agriculture ; 19 pays ont établi des plans d'investissement fondés sur le PDDAA, qui ont été déjà passés en revue par l'AUC tandis que 13 entre eux ces pays ont organisé des Réunions d'affaires de haut niveau pour valider et approuver ces plans.

#### État de l'aide japonaise, avril 2008 – mars 2011 (provisoire)

Bien que les objectifs du PAY en termes de subventions et de coopération technique dans le secteur agricole aient déjà été atteints (réalisés à 106 %), il convient néanmoins de poursuivre les efforts afin de parvenir à l'objectif de "développement et rénovation des installations d'irrigation" (100 000 ha).

Le Japon a versé 100 millions de dollars à deux fonds fiduciaires japonais gérés par la Banque mondiale ; 20 millions de dollars ont été mis à la disposition de l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), l'une des entités affiliées au Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (GCRAI) pour l'amélioration des variétés de riz, et 80 millions de dollars ont été alloués au soutien de l'initiative de la Coalition pour le développement du riz africain (CARD), pour laquelle les sept pays

suivants ont été retenus : Mozambique, Tanzanie, Sierra Leone, Guinée, Liberia, Côte d'Ivoire, et Madagascar (données de novembre 2010).

#### Montant total de l'APD dans le secteur agricole (avril 2008-mars 2011)

(100 millions de yens)

|                     | Irrigation | Rendement agricole | Autres* |
|---------------------|------------|--------------------|---------|
| Prêts               | 131,78     | —                  | —       |
| Dons et coop. tech. | 123,92     | 64,22              | 87,80   |

\* Développement de la pêche et des moyens de subsistance, planification du développement agricole, etc.

#### Gestion durable des ressources en eau et occupation des sols

Dans le cadre des efforts conjoints menés par les partenaires de la TICAD en vue d'accroître de 20 % la superficie des terres irriguées au cours des cinq prochaines années, le Japon est pleinement engagé dans la formulation de projets permettant un cofinancement entre la Banque mondiale, la BAD et autres entités. Le Japon a mis en place un prêt pour

le développement de l'irrigation au Kenya ainsi que des projets de coopération technique en faveur du développement de l'irrigation et de la gestion participative de l'eau des cultures comme au Sénégal, en Tanzanie et en Ouganda.

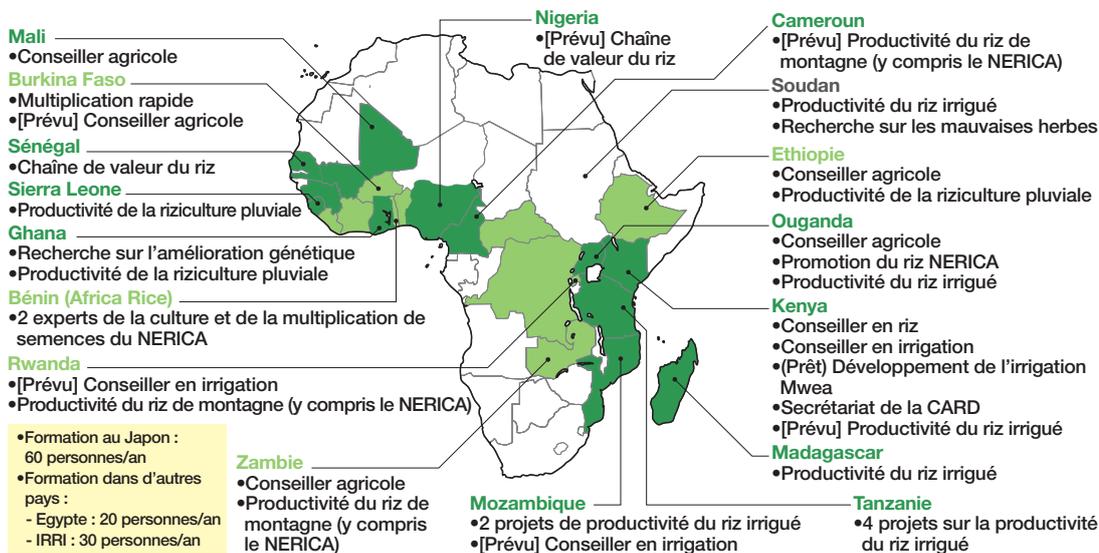
#### La Coalition pour le développement du riz africain (CARD)

Un groupe initial de douze pays, suivi d'un second groupe de onze, ont été sélectionnés en octobre 2008 et novembre 2009. Le premier groupe a présenté des Stratégies nationales de développement rizicole (NRDS) lors de la deuxième Assemblée générale de la CARD à Tokyo en juin 2009, pendant lesquelles des politiques de soutien ont été définies. En mai 2010, la troisième Assemblée générale de la CARD s'est tenue avec la participation de 21 nations africaines, cinq pays partenaires de coopération Sud-Sud et 19 organismes donateurs. Le premier groupe de pays a pré-

senté les résultats des évaluations des besoins reposant sur ses NRDS tandis que le second (à l'exception de la RDC) ont officiellement nommé les groupes de travail de ses NRDS.

Dans cette optique, le Japon compte procéder au renforcement des capacités de 50 000 leaders agricoles et a organisé des formations pour 7 567 personnes au cours de l'exercice budgétaire 2008 et 31 593 personnes en 2009.

## Pays participant à la CARD et lieux des interventions de la JICA sur le riz (au 22 fév. 2011)



### 1<sup>er</sup> groupe

Cameroun/Ghana/  
Guinée/Kenya/Mali/  
Mozambique/Nigeria/  
Sénégal/Sierra Leone/  
Tanzanie/Ouganda/  
Madagascar

### 2<sup>e</sup> groupe

Gambie/Liberia/  
Côte d'Ivoire/  
Burkina Faso/Togo/  
Benin/Afrique centrale/  
RDC/Rwanda/  
Ethiopie/Zambie

## Pays participants à la CARD et exemples de soutien continue de la JICA en Ouganda : Programme de promotion du riz

Le Japon encourage le développement et la diffusion du riz NERICA depuis 2002 et a envoyé un expert japonais en Ouganda afin d'apporter des conseils aux pays d'Afrique de l'Est et du Sud. En Ouganda, l'agriculture représente 40 % du PIB, 80 % des exportations et de l'emploi et le gouvernement encourage activement la diffusion du NERICA en faveur du développement et de la réduction de la pauvreté. L'Ouganda est actuellement l'un des pays les plus avancés de l'Afrique sub-saharienne en matière de diffusion du NERICA (les surfaces de culture ont augmenté de 1 500 ha en 2002 à 30 000 ha en 2007).

En outre, le Japon a lancé le Projet de promotion du riz NERICA et le projet de développement durable de l'agriculture par irrigation dans l'Est de l'Ouganda en 2008 dans le cadre du programme de promotion du riz. De plus, le Japon a expédié volontaires japonais (JOCV) et à mis

en œuvre des sessions de formation au Japon afin de garantir la sécurité alimentaire et la augmentation des revenus des agriculteurs en Ouganda. Les réunions générales auront lieu au Centre de recherche et de formation sur le riz dont la construction a été achevée en novembre 2010.



Essais sur le terrain sur le site du Centre d'expérience de Namronge



Formation à la production de riz paddy  
(Photos : JICA)

## Aide alimentaire japonaise

Lors de la TICAD IV, Le Japon a annoncé qu'il verserait 100 millions de dollars à titre de mesures d'aide alimentaire d'urgence entre mai et juillet 2008. Le Japon a poursuivi son aide au-delà, et le montant de

l'aide alimentaire (y compris celle liée à la crise alimentaire) apportée à 39 pays africains atteignait 81 milliards de yens en mars 2011.

## Efforts des autres partenaires de la TICAD

### GBM

L'engagement de la Banque mondiale à octroyer un nouveau prêt d'1 millions de dollars pour l'agriculture a été réalisé au cours de l'exercice 2010, venant soutenir le processus de la PDDAA de donner priorité aux investissements agricoles. La BM et l'IFC ont chacun accordé une plus grande attention aux prêts et aux services relatifs aux activités agricoles.

Depuis le début, 715 millions de dollars ont été alloués aux pays africains au titre du Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP), et l'Afrique sub-saharienne a également été la principale bénéficiaire du guichet de réponse à la crise (*Crisis Response Window*) en recevant environ 1 million de dollars.

### PNUD

Dans le cadre de la stratégie d'avancée des OMD, le PNUD a lancé un Cadre pour l'accélération des OMD (MAF), afin de répondre aux graves lacunes et d'apporter son soutien à la réalisation des principaux OMD. En collaboration avec l'équipe de pays de l'ONU et le gouvernement hôte, le PNUD a achevé le MAF sur la sécurité alimentaire en Tanzanie et au Togo et le met actuellement en place au Mali, au Niger, au Burkina Faso et au Tchad, d'autres pays devant suivre en 2010. Cela devrait fournir aux gouvernements et aux parties prenantes une feuille de route comprenant des actions concrètes et les coûts pour atteindre comme prévu la sécurité alimentaire en 2015.